

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

- 7 MAR. 2007

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. MAJCICA

☎ 04.91.15.62.66

✉ emile.majcica@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N° 205-2006 A

Arrêté portant abrogation de l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2006 et imposant des prescriptions complémentaires relatives à la réduction des émissions de composés organiques volatiles(COV) et aux mesures d'urgence à mettre en oeuvre en cas de pointe de pollution, à la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE, située à TARASCON

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son livre II et le Titre 1^{er} de son livre V,

Vu le Code de la Santé Publique ,

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ,

Vu le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air, de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites,

Vu le décret n° 98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air ,

Vu le décret n° 93-861 du 18 juin 1993 portant création de l'établissement public Météo-France, et notamment son article 2 ,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement ,

Vu l'arrêté interministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandation et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte ,

Vu le décret n° 74-415 du 13 mai 1974 modifié relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique ,

Vu l'arrêté interministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandation et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte ,

Vu l'arrêté interdépartemental n° 286 du 03/06/2004 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public et à la mise en oeuvre de mesures d'urgence en cas de pointe de pollution atmosphérique à l'ozone en région Provence Alpes Côte d'Azur ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-357/101-1996 du 19 décembre 1997 autorisant la société LINPAC PLASTICS PROVENCE à exploiter et à étendre son usine de fabrication de barquettes alimentaires située en ZAC du Roubian à TARASCON,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-161 du 12 décembre 2006 fixant des prescriptions additionnelles portant application du Plan de Protection à l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône à la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE pour son établissement situé à TARASCON,

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 7 novembre 2006,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 21 décembre 2006,

Considérant que la quantité de COV rejetée annuellement dans le cadre des activités de la société LINPAC PLASTICS PROVENCE est supérieure au seuil fixé à l'annexe II de l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des Installations Classées soumises à autorisation,

Considérant que ce dépassement soumet l'établissement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 portant modification de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dit arrêté intégré et en particulier au paragraphe 32 de l'article 30 qui prévoit la mise en œuvre par l'exploitant de procédure visant à réduire les émissions de COV de sont installation lors des périodes d'alerte de concentration en ozone dans l'atmosphère,

Considérant dès lors qu'il convient d'imposer à la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE des prescriptions complémentaires définissant les mesures d'urgence à mettre en œuvre en cas de pointe de pollution,

Considérant que la fixation des présentes prescriptions entraîne l'abrogation de l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2006 précité,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône

ARRÊTE

Article 1. Étude à réaliser

La Société LINPAC PLASTICS PROVENCE, sise ZAC du Roubian - 13150 TARASCON est tenue de produire dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique, portant sur la réduction des émissions d'isobutane, notamment selon les mesures prescrites par l'article 30 alinéa 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, en particulier sur les possibilités de captation et de traitement, avec un planning de réalisation des travaux correspondant aux solutions retenues.

Cette disposition annule et remplace celle prévue par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2006 susvisé.

Article 2. Champ d'application

La société LINPAC PLASTICS PROVENCE est tenue de mettre en œuvre des mesures d'urgence lorsque les niveaux 1 renforcé, 2 et 3 de concentration en ozone dans l'atmosphère définis ci-dessous sont atteints.

En application du décret n° 2003-1085 du 12/11/2003, les mesures d'urgence sont cumulatives, selon les seuils suivants :

Niveau 1 : Constat ou risque de dépassement du seuil de 240 µg/m³/3h
<i>Critère : Constat à J de 180 µg/m³/h et prévision d'aggravation de la situation</i>
Niveau 1 renforcé : Constat ou risque aggravé de dépassement du seuil de 240 µg/m³/3h
<i>Critère : Constat à J de 240 µg/m³/h et prévision d'aggravation de la situation</i>
Niveau 2 : Constat ou risque de dépassement du seuil de 300 µg/m³/3h
<i>Critère : Constat à J de 300 µg/m³/3h ou prévision à J+1 de 300 µg/m³/3h (1)</i>
Niveau 3 : Constat ou risque de dépassement du seuil de 360 µg/m³/h
<i>Critères : Constat à J de 360 µg/m³/h ou prévision à J+1 de 360 µg/m³/h (1)</i>

Article 3 - Définition des mesures d'urgence lorsque le niveau 1 renforcé est atteint

Ces mesures destinées à réduire de manière temporaire les émissions de COV d'origine industrielle sur le département des Bouches-du-Rhône comprennent pour la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE à Tarascon les dispositions suivantes :

- les opérations de broyage des mousses rebutées sont arrêtées ou selon les circonstances et la durée de l'alerte (plus de 24 h) deux lignes de thermoformage sont mises à l'arrêt.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Article 4 - Définition des mesures d'urgence lorsque le niveau 2 est atteint

Ces mesures destinées à réduire de manière temporaire les émissions de composés organiques volatils (COV) d'origine industrielle sur le département des Bouches-du-Rhône comprennent pour la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE à Tarascon les dispositions suivantes :

- l'interdiction de redémarrage des unités industrielles à l'arrêt. En cas d'obligation de redémarrage, il appartiendra à la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE de justifier ultérieurement un éventuel redémarrage d'unité, notamment dans le cas de sites intégrés où se posent des problèmes d'équilibre avec d'autres unités.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Article 5 - Définition des mesures d'urgence lorsque le niveau 3 est atteint

Ces mesures destinées à réduire de manière temporaire les émissions de COV d'origine industrielle sur le département des Bouches-du-Rhône comprennent pour la Société LINPAC PLASTICS PROVENCE à Tarascon les dispositions suivantes :

- la réduction des émissions de COV des principales unités émettrices par tous moyens les mieux adaptés tels que baisse d'activité ou mesures équivalentes.

Article 6 – Plan de réduction & consignes

Les mesures prises par l'exploitant et leurs modalités de mise en œuvre pour l'application des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont strictement conformes à celles décrites dans le plan afférent à transmettre obligatoirement au préfet sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour validation, et établi dans le respect des consignes de sécurité et des conséquences de la reprise.

Ce plan quantifie les gains de réduction des émissions attendus pour chacune des mesures proposées.

Les dispositions seront définies dans une consigne d'exploitation adressée au Préfet sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté pour validation.

Article 7 - Période d'application des mesures d'urgence

Lorsque les mesures d'urgence sont déclenchées, réception du fax avant 17h00, la mise en application des consignes de réduction des émissions précitées est engagée immédiatement. Ce dispositif reste activé jusqu'au lendemain vingt et une heures ou jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte.

Si l'information arrive après 17h00, la mise en application des consignes de réduction des émissions de COV sera engagée dès le lendemain 8h00 lors de la réunion de planification de production, pour une durée de 24 heures ou jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte.

Article 8 - Bilan

Un bilan environnemental des actions conduites sera établi par l'industriel à l'issue de la période estivale. Il portera un volet quantitatif des émissions évitées et des coûts afférents et sera adressé à l'inspection des Installations classées pour la Protection de l'Environnement avant fin octobre de l'année en cours.

Article 9 - Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la notification du présent arrêté.

Article 10 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

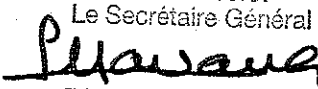
Article 11

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30/03/2005 n° 2005-029 A est abrogé.

Article 12

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'ARLES,
 - Le Maire de TARASCON,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement,
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et un extrait affiché, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Philippe NAVARRE